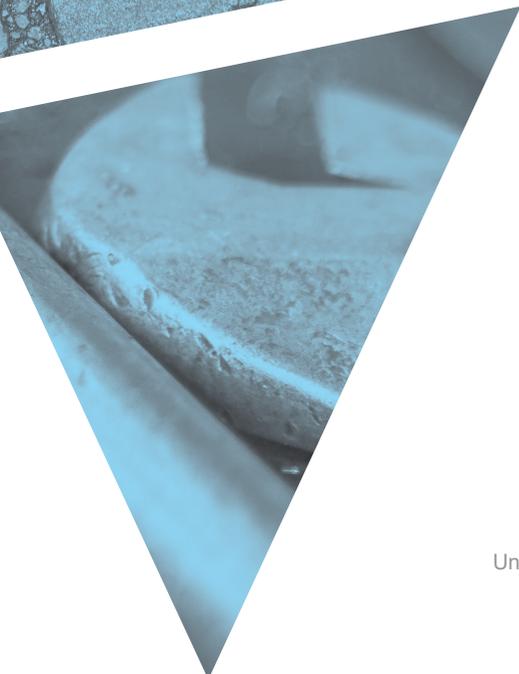




LES CAHIERS DE LA RECHERCH'ACTION #HORS SÉRIE



“ LES MARCHES
DES COMMUNS ET
DES RÉPARATIONS
DE 2017 ”
PETIT DÉTOUR D'EXPÉRIENCE

Novembre - Décembre 2017

Une publication de la Fédération des Services Sociaux

Auteur: Paul Hermant



LES CAHIERS DE LA RECHERCH'ACTION #HORS SÉRIE

Paul Hermant, né en 1957, travaille à la Fédération des Services Sociaux ainsi qu'au Ceseq. Connu pour ses chroniques radiophoniques (La Première et Musiq 3 jusqu'en 2014) et auteur de plusieurs essais socio-politiques, il est aussi créateur ou accompagnateur de mouvements comme Opération Villages Roumains, Causes Communes, le G1000 ou Acteurs des Temps Présents.

Une publication de la Fédération des Services Sociaux (FdSS-FdSSB),
49 rue Gheude - 1070 Bruxelles

Editrice responsable : Céline Nieuwenhuys • Auteur : Paul Hermant •
Relectures : Anissa Ayadi, Lotte Damhuis, Hugues-Olivier Hubert, Betty Nicaise •
Mise en page : Hanna Dupont • Tous droits réservés • Dépôt légal décembre 2017

EDITO

« Si l'injustice est indissociable du frottement nécessaire à la machine gouvernementale, l'affaire est entendue. [...] Si, de par sa nature, cette machine veut faire de nous l'instrument de l'injustice envers notre prochain, alors je vous le dis, enfrez la loi. Que votre vie soit un contre-frottement pour stopper la machine ». C'est en ces termes que dès 1849, Henry-David Thoreau en appelle à la Désobéissance civile comme devoir de tout citoyen face à l'Etat lorsque la légalité viole la justice. Cet essai reste une référence pour la résistance non-violente et des figures telles que Gandhi, Martin Luther King ou encore Mandela y ont aussi puisé leur inspiration et leur force.

Philosophe et poète, Thoreau était également un naturaliste, amoureux des grands espaces sauvages et de la marche qu'il pratiquait quotidiennement sur de longues distances, préférant les chemins de traverse aux voies tracées des grandes routes. Le contenu d'une conférence qu'il a donnée en 1851 a été publié en 1862 à titre posthume sous l'intitulé « *Walking* » (traduit en français par « *De la marche* »). Il y expose combien cette activité trace la voie d'une libération par l'exploration parallèle des paysages du dehors et des paysages intérieurs. L'introspection soutenue par un mouvement et un regard tournés vers l'horizon permet de découvrir en soi tout un champ des possibles jusqu'alors invisibles. On dépeint couramment Thoreau comme un vieil ours solitaire, très soucieux de défendre sa liberté personnelle. Mais, même s'il est vrai qu'il vécut en partie en marge de la société sur le rivage du lac de Walden, et même s'il restait soucieux de défendre sa liberté personnelle, il n'en restait pas moins préoccupé par la condition réservée aux humains...

Et si marcher, ensemble, à la rencontre des autres, offrait une voie d'émancipation, non seulement individuelle, mais aussi collective, permettant d'explorer un nouveau champ de communs possibles ? C'est la question abordée dans le cadre de ce nouveau numéro des Cahiers de la Recherche'action.

Pour marcher, il faut que les pieds s'appuient sur le sol. De même, les questions posées par les marches devaient s'ancrer fermement dans le réel. Quoi de plus concret et de commun que se demander : « par là où je passe et là où tu vis, que faudrait-il réparer ? ». Les lieux traversés, les témoignages récoltés, ont permis de constater de nombreuses situations « hors d'état » qui mériteraient réparation.

En fait, ces situations sont à ce point fréquentes que les réalités « en bon état » ou « en état passable » ou « en état récupérable moyennant investissement » deviennent rares. Or, ce qui est rare prend de la valeur. De telle sorte que des intérêts privés, appâtés par les profits, seront tentés de se les approprier, qu'il s'agisse de sentiers forestiers ou d'un village entier. Parfois, l'appât du gain implique aussi quelques dégâts collatéraux « bien nécessaires » (pour qui ?), qui se traduisent par une dégradation des communs, de la nature (pollution) à l'humanité (instrumentalisation, exploitation, domination).

A la clef, on assiste à la privatisation des communs à laquelle Thoreau, en 1851 déjà, faisait allusion :

« Actuellement, dans ce voisinage, la meilleure partie de la terre n'est pas une propriété privée. Le paysage n'est pas privatisé et le promeneur jouit d'une propriété relative. Mais peut-être le jour viendra-t-il où il sera divisé en soi-disant terrains de plaisance où quelques-uns seulement tireront un plaisir étroit et exclusif – quand les clôtures seront multipliées, ainsi que les pièges à homme et autres engins inventés pour confiner les humains à la "voie publique" – Et marcher sur la surface de la terre de Dieu pourra être interprété comme autant d'intrusions sur le territoire d'un gentleman. Profiter exclusivement d'une chose, c'est généralement vous exclure de la vraie jouissance de celle-ci. Laissez-nous alors améliorer nos chances avant que les jours néfastes n'adviennent ».

Ces privatisations mettent les choses hors d'état ou plus précisément hors de l'Etat. Car les institutions publiques sont aussi concernées lorsqu'elles cautionnent ces appropriations. En mauvais état aussi ces quartiers, ces

familles, ces publics, ces personnes délaissées par des pouvoirs publics qui les abandonnent à leur sort, parce qu'ils ne sont pas (plus ?) leur priorité.

« La politique n'est rien qu'un champ étroit et cette autoroute encore plus étroite mène là-bas. Je dirige parfois le voyageur par là. Si vous voulez aller dans le monde politique, suivez la grand-route. Suivez cet homme du marché, gardez sa poussière dans vos yeux et elle vous y conduira tout droit. Car le monde politique a aussi simplement sa place et n'occupe pas tout l'espace », écrivait Thoreau.

Les grand-routes principales sont aussi vastes par la taille qu'étroites par l'esprit et l'imagination. A chaque carrefour, les panneaux publicitaires y affichent la belle TINA: « There Is No Alternative! ». C'est ailleurs que les marcheurs ont avancé, hors des cadres classiques de la manifestation ou de l'interpellation. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les chemins empruntés déroutent les décideurs et les puissants. Et cette déroute, en les interloquant, les déplace et les place en réels interlocuteurs. Des horizons nouveaux apparaissent.

Dans ce numéro des Cahiers, les marcheurs s'arrêtent un instant pour raconter l'une ou l'autre étape de leur périple et poser quelques balises, une première ébauche des principes et ingrédients nécessaires à la propagation et au renforcement de ce moyen d'action.

Est-ce de l'action ? Sans nul doute, les marches sont action et débouchent sur l'action. Est-ce de la recherche ? Les marches et les BRICo (Bureaux de Recherches et d'Investigation Commun) offrent un terrain d'expérimentation stimulant pour développer des méthodes de recherche innovantes, participatives et communautaires. Un nouveau champ s'ouvre ici que nous sommes impatients d'explorer à l'avenir.

Hugues-Olivier Hubert,
Chercheur et membre du Conseil de direction de la FdSS

INTRODUCTION

Du 20 mai au 5 juin 2017, deux marches ont traversé la Wallonie et Bruxelles. Le propos, tel qu'il était proclamé et annoncé par les Actrices et les Acteurs des Temps Présents à l'initiative de cette entreprise, était de « reconquérir un territoire politique au rythme lent de la marche », de « porter le regard sur des situations qui disent les tensions du présent et du futur » et de « susciter rencontres, questions et débats ».

La première marche, portant le nom de « marche des communs », a traversé des territoires où les forêts sont à vendre, les paysages en danger, la gentrification entamée. Là où des intérêts particuliers et des logiques propriétaires mettent en péril le bien public et mettent à mal la chose publique, elle a questionné les manières de produire et de construire des politiques du « commun ».

La seconde marche s'intitulait « marche des réparations » et se proposait de parcourir une grande partie des communes wallonnes connaissant un fort taux de pauvreté. Dans ces quartiers négligés et dégradés où seuls prospèrent encore les appauvrissements, elle a posé l'hypothèse de la reprise en mains des espaces publics à travers une simple

question: « Si on devait réparer quelque chose demain, par quoi commencerait-on? ».

Ces marches avaient une fonction narrative, c'est-à-dire qu'elles avaient vocation à fabriquer et à communiquer leur propre information. Leur parcours était en effet balisé par un certain nombre d'interventions permettant de mieux saisir les enjeux locaux et chaque étape se terminait par un débat public rassemblant un cercle beaucoup plus large que celui des seul.e.s marcheuses et marcheurs. Cette production d'une information diffusée la plupart du temps en direct sur les réseaux sociaux, outre qu'elle a livré une approche problématisée des situations abordées, a aussi permis d'augmenter les connaissances globales des participant.e.s et, partant, du

public des réseaux sociaux accompagnant ces marches à distance d'écran.

Ces marches n'avaient pas pour unique fonction de constater ou de décrire des situations. Pour les organisateurs, il s'agissait tout à la fois de *doter le futur d'une mémoire* et de *faire pays dans un pays* ou, à tout le moins, d'en jeter les bases. Le propos prospectif était donc évident et sensible.

Que veut dire *faire pays dans un pays*? Pour s'en faire une idée, imaginez le geste de poser une carte sur une carte. On peut encore apercevoir par transparence ce qui existe déjà, mais on peut aussi commencer à dessiner dessus et à tracer les paysages, les pratiques, les fabriques de demain.

Faire pays dans un pays suppose trois choses. De sanctuariser les

matières collectives déjà existantes en les soustrayant aux logiques de prédation et de privatisation. De mettre en commun de façon volontariste des territoires et du temps. De reconquérir les rues, les quartiers, les communes; de créer des communautés de desseins et des bassins communs.

Les Actrices et les Acteurs des Temps Présents – qui se présentent d'ordinaire comme un « front social » constitué notamment de métallos de la MWB, de fermier.e.s de la FUGEA, de membres du RWLP ou de personnes issues du secteur culturel – étaient accompagné.e.s pour la circonstance par une trentaine d'associations ou d'organisations, parmi lesquelles Terre en Vue, Rencontre des Continents, le Cesep, Cenforsoc, la Maison du Peuple d'Europe, le Miroir Vagabond, Radio Panik, l'ADAS ou la FdSS. ▶

1. LA MARCHÉ PRODUIT DE L'ÉGALISATION.

Lorsqu'on arrive quelque part en marchant, la rencontre s'en trouve étonnamment facilitée.

Nous avons pu l'éprouver à plusieurs occasions. Il y a certes quelque chose qui tient au respect de l'effort fourni et du temps passé, mais sans doute y a-t-il aussi quelque chose qui vient de la posture debout, repérable, progressant à partir de la ligne d'horizon et se déplaçant. Lorsque dans son reportage consacré aux marches, le journaliste de la Première Baptiste Hupin parle de *militance douce*, il n'évoque pas une forme plus consensuelle ou moins radicale du combat politique: il fait allusion à une manière d'exercer une opposition ou une

sensibilisation politiques qu'il faut mettre en relation avec la notion de mobilité douce, comme peut l'être celle de bateaux. Ce que la marche contredit en effet, c'est l'idée même de domination. Et ce qu'elle invalide, c'est la notion de l'éloignement. Chantal, l'habitante qui nous a accueillis au camping résidentiel du Lac à Mettet et que nous quittons une petite heure plus tard nous dit: «*Je ne m'attendais pas à ce qu'une marche abolisse autant la distance*». Soyons de bon compte, nous ne nous attendions pas non plus à ce qu'elle crée autant de proximité. ▶

« Je ne m'attendais pas à ce qu'une marche abolisse autant la distance. »

2. LE PETIT NOMBRE CONSTRUIT DE LA CONFIANCE ET DE LA LÉGÈRETÉ.

Lors de la préparation des marches, la question du nombre de participants a été fréquemment abordée, comme si la visibilité et le succès de l'action se mesuraient en chiffres de fréquentation.

Cela peut être un critère effectivement discriminant, dans le cas où ces marches auraient pris l'allure d'une manifestation mais ce n'était pas le cas vu l'approche « narrative » qui avait été choisie. Aucune des étapes des deux marches, même les dernières, les bruxelloises, n'ont été suivies par plus de 30 personnes. Ce fut un maximum, atteint à une seule et rare occasion. Pour le reste, le nombre de marcheurs variait plutôt de 3 à 15, le plus souvent en deux fournées, les marcheurs du matin, et ceux de l'après-midi. Pour ce qui est des marcheurs permanents, ils étaient 3 au début de la marche des réparations et 6 lors de la

marche des communs. Ce petit nombre a représenté un véritable avantage à bien des points de vue: les personnes rencontrées n'étaient pas embarrassées par une trop grande quantité d'interlocuteurs, le peu de participants favorisait les relations entre les marcheurs pendant et après l'étape, l'information circulait de façon fluide, la logistique s'en trouvait allégée. En outre, ce petit nombre permettait de s'emparer de façon plus intime de la question traversée durant l'étape. Et, au final, ces petites équipes très mobiles se fondaient rapidement dans le paysage, offrant ainsi une version insaisissable de l'action politique. ▶

3. LA SENSATION DU CORPS EN MARCHÉ CONDUIT À UN SENTIMENT D'IMMUNITÉ.

Presque aucune des étapes ne comportait le nombre de kilomètres prévus sur le papier et beaucoup ont dépassé les 20 kilomètres, une distance que peu de marcheuses et marcheurs auraient pensé pouvoir parcourir a priori.

Cette distance est largement suffisante pour laisser agir les endorphines, phénomène bien connu de la marche, et a sans doute contribué à mettre les participants dans une disposition d'écoute bienveillante, notamment lors des débats du soir où l'on pouvait observer une vraie différence d'attitude entre les marcheurs et les non marcheurs. Tout se passe comme si cette distance produisait une sorte de « mise à distance »,

fort utile pour rendre fluides les échanges entre les participants et les personnes rencontrées mais aussi pour faciliter les actions et favoriser l'audace. Une sorte d'ivresse douce accompagnait les étapes, contagieuse et inventive. Cette « *fatigue ensemble* » comme dirait Martine, marcheuse de la première heure, semble être une clé pour les actions à venir. C'est sans doute dans ces interstices que naissent les dissidences et que vivent les transgressions. ▶

4. LE PASSAGE INDUIT LES PASSEURS.

Lors des débats du soir organisés au cours la marche des communs, les marcheuses et marcheurs se faisaient les porte-paroles de situations et de personnes rencontrées lors des étapes précédentes, endossant de facto un rôle de *passseurs*. Car en passant de village en village, c'était bien entendu de ce qui s'était passé ailleurs qu'il était question.

Il s'agissait en effet de *passer* avec ce qui s'était *passé* pour qu'il se *passe* quelque chose... Puisque, ainsi que nous avons pu le constater, s'il y a une chose que la mondialisation a échoué à rapprocher, ce sont les voisinages géographiques. A vingt kilomètres de distance, on se perd de vue. C'est aux passeurs alors, qu'il revient de *dégager un passage*, de produire le chemin et de narrer l'histoire. Cette histoire que je te raconte, la tienne, j'aurai à la raconter encore ailleurs et ce sera la nôtre, une autre. *De te fabula narratur*, c'est de ton histoire qu'il est question. Une chose est de décréter : « nous pensons que ».

C'est une autre chose (la nôtre, une autre) de dire : lors de l'étape d'hier, nous avons appris, on nous a raconté, on nous a nourris. Ainsi du colportage des quatre éléments nécessaires et essentiels à celles et ceux qui veulent remporter leur combat : il est le résultat de glanages divers, dont certains antérieurs aux marches (ceux réalisés à l'occasion des rencontres avec les Fralib et Olivier Leberquier, notamment¹), mais il est livré comme une sorte de socle commun en mouvement, prêt à s'enrichir ou même d'aventure à s'alléger à chaque étape. En passant, nous composons une charte en mouvement. ▶

¹ Les Fralib sont ces travailleuses et travailleurs marseillais qui, au terme de 1336 jours de luttes, ont récemment réussi à reprendre et à transformer en coopérative leur usine de théés et infusions que la multinationale Unilever voulait fermer et délocaliser.

4 ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR REMPORTEUR UNE LUTTE

Les quatre éléments nécessaires pour remporter une lutte, glanés, élaborés et travaillés au fil des étapes de la marche des communs :

1. *Aucune lutte ne peut se gagner si l'on ne proclame pas dès le départ qu'on va la remporter.* Bannir le conditionnel et le futur, rester constamment dans le présent.
2. *Aucune lutte ne peut se gagner sans que l'on constitue ses propres contre dispositifs, que l'on construise ses propres dossiers, que l'on fournisse ses propres analyses et que l'on bâtisse son propre récit.* Etre constamment en mesure de pointer les faiblesses, les mensonges, le story-telling de l'adversaire. Se faire accompagner pour cela des personnes, des expertises et des métiers que l'on aura ralliés à la lutte ou qu'au pire on rémunérera.
3. *Aucune lutte ne peut se gagner sans traverser au moins un moment d'illégalité.* Tout commentaire est superflu, les idées et les volontés sont les bienvenues.
4. *Aucune lutte ne peut se gagner si l'on n'en est pas désapproprié ou dépossédé par d'autres acteurs.* Le relais et la transmission sont essentiels y compris dans des cercles qui sont éloignés du terrain de la lutte, que ce soit d'un point de vue symbolique, géographique, social, etc. Une lutte qui ne crée pas une communauté qui la dépasse ne se dépassera pas. Il n'existe pas de luttes jalouses et victorieuses.

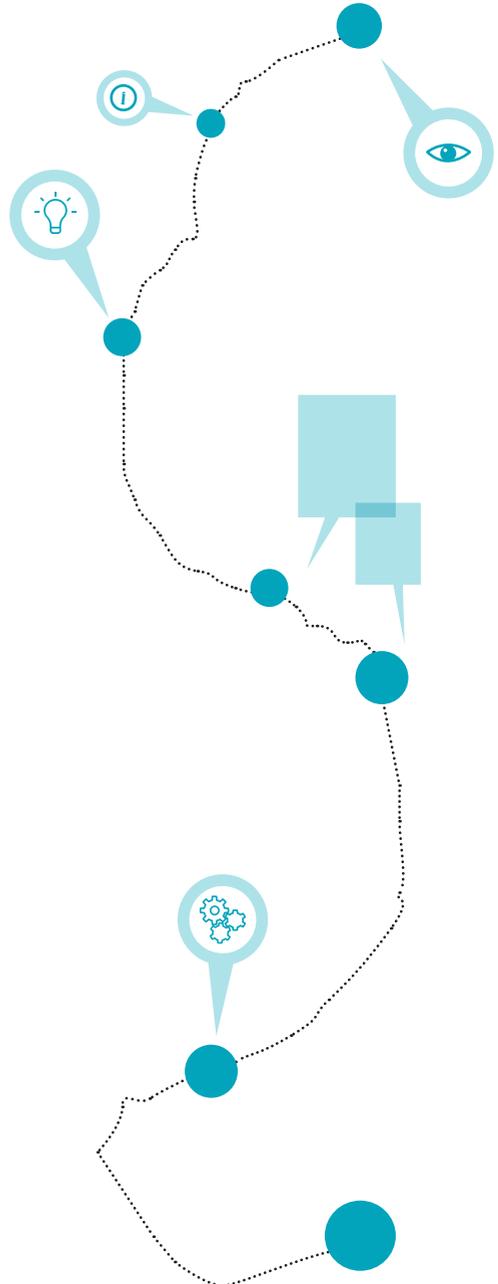
5. LA MARCHÉ ÉLABORE SON PROPRE RÉCIT.

Au moment de l'élaboration des marches, il était notamment question de poser les jalons d'une *nouvelle forme de narration politique* et d'une *forme nouvelle d'occupation de l'espace public*.

Les marches se proposaient en occupations mouvantes et en narrations nomades : elles entendaient s'inscrire temporairement dans des situations et dans des paysages qui fourniraient matière à *point de vue*. Une première mise au point, un premier dispositif, était apparu très rapidement au moment de la préparation : la présence sur le parcours, au cours ou au terme des étapes, d'un certain nombre d'intervenants communiquant des informations ou formulant des analyses à propos du paysage rencontré et traversé. Par paysage, entendons celui dont pourraient s'emparer ensemble le naturaliste et l'anthropologue, le syndicaliste et l'historien, l'activiste et le géographe, le *rival* et le *riverain*. Le paysage égalait la situation. Il semblait important

de documenter la marche et de la nourrir en matériaux de sorte qu'elle finisse par se documenter elle-même. Et il était fondamental que la marche s'archive en marchant. La mise en mémoire favorise en effet la mise en récit. Il fallait donc que la marche fonctionne comme un roman, comme un feuilleton, comme une saga, avec sa ligne narrative, son cadre, sa progression, mais aussi avec ses rebondissements, ses imprévus, ses surprises. Créer les conditions du récit en prévoyant seulement quelques éléments-clés, c'est laisser la chance au récit de devenir autonome, c'est laisser la marche devenir récit d'elle-même. Il faudrait trouver ici le moyen de dire que c'est cette narration qui faisait occupation de l'espace public. Le plus souvent et singulièrement dans la

marche des communs, les étapes comportaient un certain nombre de rencontres documentaires à partir desquelles le récit pouvait commencer de s'élaborer. Bien entendu, l'information n'est qu'un temps de la narration. La narration politique et l'occupation de l'espace public sont aussi, surtout, faits d'actions: à Charleroi, contre le service communautaire que la Ville ne voulait pas boycotter, nous avons fait chahut lors du Conseil communal, obtenu la parole puis un rendez-vous avec le président du CPAS. Nous avons pu y lancer les bases d'une nouvelle salve de marches *de persuasion* sur cette question très précise de la mise à disposition gratuite, au profit d'associations ou d'administrations, de personnes vivant d'allocations sociales. ▶



6. LES MARCHEURS SE MULTIPLIENT PAR LA DIFFUSION.

Après débats, une des méthodes choisies pour la diffusion de ce récit a été l'envoi en direct d'images sur Facebooklive.

Quoi que l'on pense du support, cette pièce essentielle du dispositif a permis de donner aux marches une allure de feuilleton socio-poético-politique. Un grand nombre de personnes ont nourri ces journées, que cela ait été prévu ou non. Les rencontres inopinées se sont mêlées aux interventions organisées sans que cela pose problème. La question du nombre de marcheurs devenait dès lors d'autant plus accessible que la narration politique et sa diffusion ne nécessitaient pas en soi beaucoup d'intervenants. En outre, la diffusion en direct accroissait d'un coup les participants, que ce soit de façon virtuelle (après quelques minutes, le nombre de personnes suivant le

débat à Durbuy se montait à plus de 1000 alors que nous étions 50 dans la salle) ou de manière très incarnée (lors du même débat, une habitante de Durbuy, suivant les échanges sur Facebook, fit irruption dans la salle pour faire part de son désaccord avec les propos tenus). Cette narration en direct offrait aussi l'avantage de permettre aux personnes qui avaient rejoint les marches à un moment ou l'autre de leur progression de garder le contact avec le contenu et la situation du jour et à celles qui en étaient tenues écartées de se tenir informées en temps constant. Du point de vue strict de la narration politique, la production et la fourniture de cette information « autogérée » a produit des effets qui étaient attendus ou



espérés (par exemple, le nombre de retours à propos de l'intervention de Fabienne Denoncin, juge de Paix à Châtelet, dont la prise de parole a tourné un peu partout, atteignant plus de 3000 vues) et d'autres qui l'étaient moins (par exemple la qualité sonore qu'il faudra veiller à améliorer). Mais après cette première tentative, il devient flagrant que cette méthode de diffusion de la narration politique augure d'importantes possibilités. Et ceci, d'autant que les directs du Facebooklive ont été accompagnés à cinq reprises par des interventions en direct ou en différé de Radio Panik, proposant là aussi une formule à la fois légère et extrêmement efficace et surtout, comme les diffusions vidéos, particulièrement appropriable. En outre, l'émission en mouvement proposée par Radio Panik au terme de la marche est une formule supplémentaire à porter au champ des possibilités de la narration politique. Cette écriture du direct peut être soutenue, ainsi qu'on l'a entendu lors de la marche des communs, par des poèmes minutes, écrits en fin d'étape et lus en fin de débats, signant le retour de la prosodie dans la communauté formée au gré des soirées et des circonstances. ▶



7. LES TRACES ENGENDRENT LA REPRISE DU TEMPS.

Les métallos ont expliqué que l'on plante des rosiers au pied des vignes comme on descendait auparavant des canaris dans les mines : pour avertir du péril, du danger, de l'attaque. Les métallos ont alors planté des vignes, environ deux cents pieds, en laissant le soin aux jardins collectifs ou aux friches communisées de poser à leur tour le geste du rosier.

F açon de dire qu'une marche suppose un escalier, un après, une suite. La question de l'après n'est pas hors narration. Elle la fait vivre. Cette question est évidemment centrale, il n'a jamais été question de marcher pour marcher, ni même de marcher pour prouver ou éprouver son existence (celle des Acteurs par exemple). Cette marche *entre situations* entendait à la fois rencontrer et créer des situations. Le temps long de la vigne (et son entretien parfois sévère, sa taille intransigeante si on veut qu'elle donne suite) est une manière de conjuration, il dit le futur en cours. Il dit aussi sans doute l'engagement pris par les marches, le temps à prendre et à reprendre. ▶

La question de l'après n'est pas hors narration. Elle la fait vivre.

8. L'ÉGALISATION TIENT À LA QUESTION.

Au tout début du document, il a été dit que la marche produit de l'égalisation.

Mais lorsque cette égalisation se prolonge, comme lors des étapes de la marche des réparations, par une question du type : « *Si on devait réparer quelque chose, par quoi commencerait-on ?* », la recherche d'horizontalité ne fait que se poursuivre. A cette question, chacune et chacun peut en effet répondre, quel que soit le biais choisi (du plus technique au plus philosophique). Une bonne part de la narration politique mise en œuvre dans la marche des réparations tient au contenu de cette question qui ne laisse personne à l'écart : ce n'est pas un sujet qui peut ne pas concerner, ce n'est pas une

« *Si on devait réparer quelque chose, par quoi commencerait-on ?* »

question qui sépare ou dont la formulation peut éloigner. En cela, cette question simple, compréhensible et appréhendable poursuit l'*horizontalisation* proposée par le fait même de marcher. Le passage à Bois du Luc² a été de ce point de vue fort éclairant et ce microcosme (environ 120 habitations) autorise à penser une forme directe et collective de travail sur cette narration politique. Il sera question plus loin de l'installation, dans le quartier, d'un Bureau de Recherches temporaire afin de tenter d'y épuiser cette question *de la réparation de quelque chose et de par quoi l'on commencerait.* ▶

2 Bois-du-Luc nomme le site d'un ancien charbonnage, fermé en 1973, ainsi qu'un quartier de Houdeng-Aimeries (La Louvière) où l'on trouve à la fois un écomusée et une cité qui abrite des personnes qui émargent pour la plupart au chômage ou aux services sociaux. Le tout étant classé patrimoine mondial par l'Unesco.

9. LA MARCHÉ INSTALLE UN BAROMÈTRE.

Nos itinéraires sur la marche des communs ont multiplié les exemples de situations et de comportements de régression sociale, mais aussi civilisationnelle.

C'est à l'affirmation d'une *nouvelle sorte d'aristocratie* que nous avons eu affaire. Une aristocratie déagée de devoirs envers le reste de la société et encouragée par les représentants de l'Etat et de son administration à user à son profit de biens réputés publics. L'affirmation de cette *nouvelle noblesse* fait penser à une sorte de retour du féodalisme. Elle rappelle plus précisément ce moment historique où le système féodal, qui était avant tout un système non marchand de services réciproques, s'est mué en un système où il est devenu loisible d'user, d'abuser et de s'approprier. Cet accaparement de terres et de territoires est le plus souvent le fait de grosses fortunes à la provenance socialement problématique, comme par exemple le secteur des jeux. On peut également observer que, selon les cas,

cette pression foncière se veut spéculative (visant à tirer un profit maximal des terres et des biens acquis en les pressurant et en les épuisant, schéma classique) ou bien préservative (visant à assurer le bien-être du propriétaire et de ses proches afin de fournir une réponse pragmatique à un futur angoissant).

Ces nouveaux possédants ne sont pas les seuls obstacles à un usage commun des ressources et des paysages. En miroir et en écho, nous avons aussi pu constater que les représentants de l'Etat et de ses administrations, s'estimant désormais propriétaires plutôt que dépositaires des biens publics, en usent comme de biens privés et en appauvrissent d'autant la communauté des citoyens. Cette conjonction de services publics dépossédant la collectivité

et d'une nouvelle sorte d'aristocratie *d'argent* s'appropriant les biens collectifs, va de pair avec l'instauration d'un système où la domination sociale s'intensifie. Le « *fait du prince* » est de plus en plus visible et lisible et s'embarrasse de moins en moins des règles de droit. Sur notre parcours, nous avons pu identifier un certain nombre de situations qui, par un aspect ou un autre, nous paraissent appartenir à cette logique propriétaire, séparatrice et dominatrice.

Fait du prince, précarisation du logement, domination par la dépendance

>> Tout au long du tracé de la supposée liaison Cerexhe/Heuseux-Beaufays, les habitants nous indiquent ce que l'on nomme là-bas des « taudis légaux », soit des biens expropriés rachetés par la Région wallonne et loués par elle à des prix certes modérés mais avec un bail comportant des clauses de non observation des devoirs incombant ordinairement au propriétaire (gros entretien et réparations, de façon générale, et entretien et réparations dus à la vétusté ou à l'usure, de façon

particulière). On voit donc des gens précaires résider dans des maisons en cours de dégradation, voire de délabrement, au prétexte que les loyers y sont moins chers qu'ailleurs et que le parc locatif bon marché est rare. Ce type de bail, émanant d'une autorité publique, serait inédit en Wallonie.

>> Dans un camping privé de Fosses la Ville, la propriétaire interdit désormais aux résidents permanents l'usage de citernes à mazout, ce qui les force à acheter de façon régulière et répétée des petits bidons d'une contenance de quelques litres à la station-service. Cette interdiction qui s'est faite sans préavis ni concertation pèse beaucoup sur le moral des résidents (par son aspect financier, son côté usant et son imposition autoritaire) et pose particulièrement problème aux personnes âgées.

Atteintes à la sécurité sociale, précarisation des conditions de travail, asservissement

>> La position du CPAS et des élus de la Ville de Charleroi en matière de service communautaire

est exemplative de l'actuelle realpolitik sociale où les droits des personnes disparaissent devant de nouveaux devoirs prescrits de façon non concertée par l'autorité publique. Le service communautaire est la possibilité légale laissée aux CPAS d'*inviter* des allocataires sociaux à prester bénévolement un service non rémunéré auprès d'associations ou d'organismes, afin de valider leur Parcours Individualisé d'Intégration Sociale (PIIS). A Charleroi, le Président du CPAS local que nous avons rencontré, estime ne pas être en position de refuser une disposition pourtant non contraignante. Bien entendu, si c'est le cas de Charleroi qui a été mis à profit lors de la marche afin de mener chahut et contestation au Conseil communal, les réglementations du service communautaire concernent l'ensemble des communes de Belgique.

>> Cette exploitation cynique et cette mise au travail hors conditions sociales et salariales acceptables nous a aussi été rapportée par un coursier à vélo d'une de ces start-up de livraison de plats cuisinés venu marcher une étape

avec nous, qui venait d'être victime d'un accident de roulage et n'avait bénéficié d'aucune sorte de protection durant son incapacité de travail.

Fait du prince et appropriation de biens et de l'espace publics

>> Le châtelain du Bois de Harre, commune de Manhay, conteste en justice les tracés de chemins vicinaux traversant sa propriété de 500 hectares (c'est plus grand que Central Park), arguant qu'ils ont bougé avec le temps et qu'ils ne sont donc plus d'usage public. C'est contraire à ce qu'affirment non seulement les atlas topographiques officiels mais également les promeneurs, les riverains et les usagers habituels de ces sentiers qui relient entre eux des villages. Ce propriétaire, hésitant à mettre une fois de plus le sort de ces sentiers dans les mains d'une Justice toujours incertaine, a proposé à la commune de Manhay de les racheter pour la somme de 600.000 euros. Sans attendre la suite donnée à cette proposition, il a entrepris de chauler, en noir, les indications de directions et de

promenades peintes sur certains arbres et a fait placarder de façon intensive des panneaux d'interdiction de circulation de façon à dissuader les promeneurs d'entrer sur le terrain. Il s'est attaché les services d'un garde-chasse, volontiers démonstratif, censé faire respecter une mesure illégale et rendre l'accès à ces espaces le plus incommode possible pour les promeneurs téméraires.

>> La rue de la Montagne à Charleroi présente un cas intéressant de captation d'espaces publics par un propriétaire qui appartient une très grande partie de ses commerces. Cette rue est aujourd'hui désertée en raison, notamment mais pas uniquement, de l'ouverture du tout proche centre commercial « Rive Gauche ». La Ville est démunie face aux fins de non-recevoir de ce propriétaire qui fait la sourde oreille à toute proposition de location ou de rachat des espaces, faisant croître le risque de détérioration du bâti et de l'apparition d'un chancre urbain en plein centre de Charleroi. Il s'agit très probablement d'une opération spéculative sur une des artères

les plus emblématiques de Charleroi, faisant la liaison entre le bas et le haut de la ville.

>> L'eau de la source de la Tridaine, à Rochefort, se trouve à proximité de l'abbaye et approvisionne la brasserie trappiste qui a fait la renommée de la région depuis les années 1950, époque à laquelle la production brassicole existant depuis 1889 est devenue industrielle. Cette eau, qui est aussi celle qui coule dans les robinets des habitants de la commune, émane d'une source située juste en dessous d'une carrière de schiste exploitée par la multinationale Lhoist, un site qui devra être abandonné dans cinq ans si un percement, interdit jusqu'ici, n'est pas autorisé par les autorités wallonnes. Cet approfondissement de la carrière menace directement, sinon la qualité des eaux, au moins la pérennité de leur usage. Si le percement est autorisé, le niveau de la nappe baissera mécaniquement et il faudra dès lors pomper l'eau si on veut encore alimenter l'abbaye et les habitants. Ce pompage sera nécessaire jusqu'au tarissement potentiel de la source et cela peut

durer des siècles. Le débat sur la propriété de l'eau revendiquée par l'abbaye, d'une part, et sur la préemption de cette ressource naturelle par le groupe Lhoist bien après la durée d'exploitation de la carrière (estimée à trente années), d'autre part, n'en finit pas de diviser la population locale. La carrière pourvoit 470 emplois locaux, l'abbaye fournit une carte de visite de première importance sur le plan touristique... Mais dans les deux cas, il n'est pas question de reconnaître à l'eau un statut de « bien commun », c'est pourquoi le comité local de défense de la Tridaine refuse de trancher entre les intérêts d'une moyenne entreprise (l'abbaye) et d'une multinationale (Lhoist), tout en tentant d'instituer un contre-dispositif capable de conférer à l'eau un statut commun.

Fait du prince, campagne de conquête territoriale et entreprise de conversion

>> Dans quelle catégorie ranger la main basse de Marc Coucke sur Durbuy ? A Durbuy, les habitants disent que c'est grâce à Marc Coucke si les motos sont interdites sur la place de la Ville.

Marc Coucke n'est pourtant pas conseiller communal, échevin ou bourgmestre, mais chacun sait désormais où est le vrai pouvoir. Les opposants à ce qu'on appelle ici la « disneyisation » de la région notent qu'il exerce ce pouvoir en enchérissant jusqu'à trois fois le prix des terrains, des habitations ou des bois qu'il convoite, ils s'inquiètent du circuit très fermé que forment ses sociétés et doutent qu'en définitive ces opérations rapportent d'importants impôts locaux à la Commune. Ancien propriétaire de la firme pharmaceutique Oméga Pharma qu'il a vendue pour 1,45 milliard d'euros sans payer un centime d'impôts en raison de la loi sur les plus-values, Coucke incarne, pour certains habitants parmi les plus précaires, comme cette dame intervenue lors du débat public organisé au soir de l'étape de la marche, la figure du sauveur et du créateur d'emplois dans une région où l'embauche est fortement liée aux fluctuations touristiques. Il est cependant plus qu'à craindre, selon des économistes locaux, que les emplois flexibles, saisonniers et précaires générés par les projets de Marc Coucke

finissent par chasser ce qu'il reste de « bons emplois ». Il est déjà visible que la fréquentation touristique est en train de changer et que la ville est en cours de *knokkisation*, abandonnant progressivement le public populaire qui avait assuré jusque-là sa prospérité au profit d'une classe plus aisée pour laquelle on a notamment relooké les équipements urbains.

A ces situations rencontrées et évoquées ici, il faut ajouter un élément qui, s'il se rapporte plus particulièrement au tracé de la marche des réparations, reliant entre elles un grand nombre des communes wallonnes au plus haut taux de pauvreté, est frappant et inquiétant : il s'agit de la disparition des endroits de rencontres et de mixités sociales et notamment des cafés de villages ou de quartiers. Les marcheuses et les marcheurs en ont rencontré peu sur leur passage, en tout cas moins qu'ils auraient pu l'espérer. ▶

10. LA MARCHE, LE DISPOSITIF, LA CONTRE MARCHE, LE CONTRE DISPOSITIF.

Ces considérations amènent évidemment à penser la mise sur pied de contre dispositifs d'endiguement et de reconquête.

Un certain nombre d'entre eux sont apparus au cours de la marche, notamment lorsqu'il s'est agi de réagir aux tentatives de privatisation de l'espace public. Outre les différentes pistes évoquées lors des étapes pour répondre localement à des situations spécifiques, il semble nécessaire de commencer à faire lien entre toutes ces situations, entre celles qui ont été marchées et celles qui ne l'ont pas été, entre celles qui se situent en Belgique et celles qui se déroulent à l'extérieur, entre celles qui concernent les villes et celles qui ont pour cadre la ruralité. Il ne s'agit pas seulement d'accroître les échanges d'expériences et de méthodologies ni

d'user d'une symbolique politique capable de troubler les autorités politiques référentes, il s'agit surtout de rassembler ce qui, d'une façon ou d'une autre, est déjà en train de *faire pays dans un pays*.

1. La mise sur pied d'un mécanisme de réciprocité de l'information ainsi que l'élaboration d'une cartographie mouvante des situations (ainsi peut-être qu'un signe symbolique commun, un logo) semblent représenter un premier pas pertinent pour différents acteurs. Il pourrait être mis en place à la suite de la journée organisée le 14 octobre 2017 à Bruxelles par le Mouvement Politique des

Objecteurs de croissance et la revue Kairos. Une journée au cours de laquelle les Acteurs des Temps Présents et le Réseau des Alternatives paysannes ont invité les représentants d'une quinzaine de situations où le bien commun est mis en question à croiser leurs pratiques de lutte et à échanger des souhaits de convergence.

Un peu plus haut, il a été fait allusion à l'installation, à Bois du Luc, d'un Bureau de Recherches temporaire, permettant de mettre à l'épreuve cette question *de la réparation de quelque chose et de par quoi l'on commencerait*. Ce Bureau temporaire (acronyme BRICo, **B**ureau de **R**echerches et d'**I**nvestigation **C**ommun sur les réparations) propose au départ un dispositif tout simple: une table, du café, du thé, un enregistreur, des personnes autour. Il peut s'enrichir au fil des heures ou des jours, mais au départ il s'agit juste de cela, c'est-à-dire de presque rien. Les habitantes et les habitants du quartier sont invité.e.s à venir y déposer et y discuter leurs idées, leurs désirs, leurs propositions, leurs plaintes même. Le BRICo ne se propose pas de

répondre concrètement aux suggestions des habitants mais prend l'engagement de restituer à toutes et tous un condensé des entretiens et un inventaire des propositions. On aura compris qu'il s'agit aussi d'une façon « détournée » d'aller frapper aux portes, une chose que seuls les groupes extrémistes font encore aujourd'hui.

2. Le premier BRICo a été ouvert, à Bois du Luc, à l'initiative du CESEP, du mardi 22 au samedi 26 août 2017, dans le café de la salle « Salvatore Adamo » au centre de la cité des carrées de Bois-du-Luc. La Fédération des Services Sociaux a accompagné l'ensemble du processus en y déléguant Anissa Ayadi, sociologue de son service de recherche-action. A cette occasion, une collaboration a également été entreprise avec la Maison de Quartier afin de garantir, si nécessaire, un suivi de proximité. Il a été fait appel par ailleurs à un certain nombre de personnes rencontrées lors des marches afin de venir enrichir le processus en cours et, le cas échéant, de s'en inspirer pour leur environnement propre. Toutes n'ont pas

répondu à l'appel, mais Fideline Dujeu (Centre culturel de Walcourt) et Isabelle Heine (ISP Avanti de Marchienne-au-Pont) ont participé, à titres divers, à une ou plusieurs journées. De même, Anne-Lise Cydzik (PAC) et Pietro Emili (MPEVH) sont venus renforcer temporairement l'équipe afin de s'inspirer du processus en vue de la création d'un Parlement citoyen.

Une fois la première expérience terminée, il sera intéressant de se pencher sur la reproduction et la multiplication de ce type d'interventions de quartier. Il est à noter, déjà, que cette proposition n'a pas tardé à dépasser ses initiateurs. Les prochains BRICo en construction (à Saint-Gilles et Namur notamment, via la Maison du Peuple d'Europe) semblent en tout cas affilier un nombre croissant de partenaires de type associatif ou « citoyen ».

De la même façon, posons aussi la question de la multiplication des marches et de leur dissémination. De premières tentatives, courtes et peu coûteuses en termes de logistique, ont ainsi été entreprises dès le mois de septembre 2017.

3. La plateforme « Boycott du service communautaire » rassemblant notamment les Acteurs, le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, l'Association de Défense des Allocataires Sociaux, Bruxelles Laïque, la Caravane des Migrants, Ecole en colère, la Plateforme pour le Volontariat, la CSC, la FGTB, etc... a organisé du 11 septembre au 11 octobre (dans la perspective de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté), une série de marches de trois jours (les mercredis, jeudis et vendredis) comptant trois ou quatre marcheurs permanents afin d'aller à la rencontre des associations et des CPAS afin de les informer sur la nécessité et les modalités du boycott.
4. La Fédération des Services Sociaux a organisé quant à elle, le 17 octobre même, une marche intitulée « Rendre visible l'invisible », première tentative de regroupement du secteur social bruxellois à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Cette marche a coalisé une trentaine d'associations

et d'organisations tant franco-phones que néerlandophones. Deux groupes de marcheurs se sont mis en route le matin (environ 80 pour le premier, une trentaine pour le second) avant de converger l'après-midi. Cette première journée d'occupation de l'espace public (à l'une ou l'autre exception près, tout s'est déroulé dans la rue et sur les trottoirs) a aussi été l'occasion de vérifier à quel point l'irruption de l'idée même d'une marche qui ne soit ni une manifestation ni un défilé reste problématique pour les autorités des communes traversées, ne sachant quoi faire exactement de cet événement public non identifié.

Les quatre dispositifs et contre-dispositifs décrits ici me semblent préfigurer ce que pourrait être un usage politique des marches et de leurs conséquences dans l'optique du développement d'un pays dans le pays, passant de propositions ancrées localement à des formulations visant des horizons plus lointains. Ils permettent en tout cas d'ouvrir la voie à des méthodologies émancipatrices, voire d'annoncer la construction commune d'institutions autonomes. ▶

11. LA MARCHÉ EN TANT QU'APPROPRIATION POLITIQUE.

La marche semble, ce sera le dernier point de ce document et sans doute le plus sensible relativement à la situation politique actuelle en Belgique, ouvrir sur un potentiel de dissidence et de rébellion.

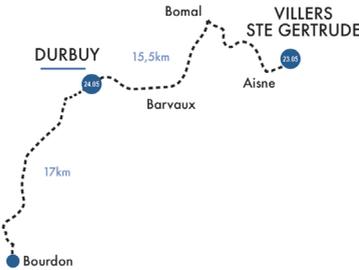
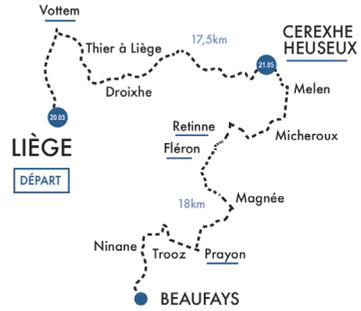
Posons que l'Etat n'aime rien tant que de savoir où sont ses gens. Les voir ensemble défiler à 120.000 du Nord au Midi le remplit d'aise. Il sait *gérer*, au risque de dérapages *exploitables*. Il n'y a là rien qu'une bonne équipe de communication et quelques éléments de langage ne puissent régler. Parions qu'il serait moins rassuré si ces 120.000 personnes étaient partout en même temps, par petits groupes, occupant l'ensemble du territoire. Cela aussi, les marches l'inaugurent et permettent de le penser. Les marches permettent aussi de penser que 120.000 personnes ne sont pas nécessaires pour créer cet effet loupe. Mais que la simultanéité d'une centaine de groupes d'une vingtaine de marcheuses et de marcheurs pourrait déjà être suffisante pour s'approprier le territoire politique et public. Il faudrait prendre le temps de mettre réellement cette proposition à l'épreuve et de déterminer quel

pourrait en être le cahier des charges dans l'urgence sociale actuelle.

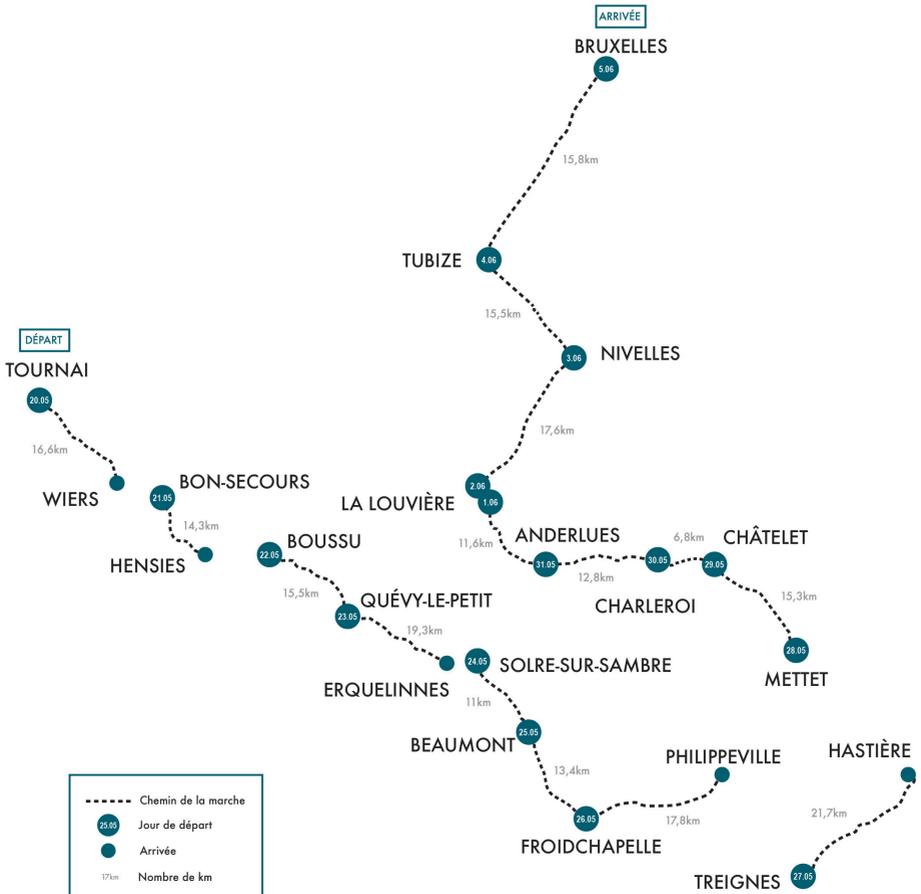
Ceci ne termine pas ce petit essai d'analyse et de prospective. Il faudrait, par exemple, évoquer encore le grand nombre d'associations, de mouvements et d'organisations qui ont rejoint ces marches, avec un spectre très élargi des provenances. Les liens créés ou réinvestis à cette occasion sont en cours de renforcement et nous pensons que les aventures auxquelles appellent les Acteurs sont susceptibles de réunir un nombre beaucoup plus grand de personnes et d'associations. Mais ce document n'a pas l'objectif d'être exhaustif en soi : il souhaite augmenter sa pertinence au fur et à mesure des contributions qui viendront et des propositions qui se feront jour dans les semaines qui viennent. Il a surtout pour but d'être l'un des textes préparatoires d'une assemblée à constituer et d'une convention à tenir. Vite. ▶

PH. 30 octobre 2017

ITINÉRAIRE INITIAL DE LA MARCHÉ DES COMMUNS



ITINÉRAIRE INITIAL DE LA MARCHE DES RÉPARATIONS





ACTEURS DES TEMPS PRÉSENTS

Avec le soutien des Acteurs des Temps Présents.